



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

Une gouvernance renforcée pour stimuler l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires

Vers de meilleurs processus et politiques
au Libéria et en Sierra Leone



Une gouvernance renforcée pour stimuler l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires – vers de meilleurs processus et politiques au Libéria et en Sierra Leone

La réalisation des deux premiers objectifs de développement durable (ODD) – l'éradication de la pauvreté et de la faim – est l'un des défis les plus urgents au Libéria et en Sierra Leone. La pandémie de covid-19 et les mesures de confinement connexes ont entraîné une recrudescence significative de la prévalence de la pauvreté, estimée à 52 pour cent au Libéria et à 44,2 pour cent en Sierra Leone (Banque mondiale 2020, 2021). Environ 39 pour cent de tous les Libériens et 26 pour cent de tous les Sierra-Léonais étaient sous-alimentés en 2020 (FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, 2021).

L'accroissement de l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires est l'une des stratégies les plus efficaces de lutte contre la pauvreté et la faim au Libéria et en Sierra Leone. En 2015, la FAO, le FIDA et le PAM ont estimé que le Libéria et la Sierra Leone avaient besoin d'un investissement annuel supplémentaire de 2,2 milliards de dollars dans l'agriculture et le développement rural pour atteindre les deux premiers ODD d'ici 2030. Les chiffres réels sont probablement beaucoup plus élevés aujourd'hui à cause des effets de la pandémie de covid-19.

Cependant, tous les investissements ne sont pas également bénéfiques pour les communautés locales, la société au sens large et l'environnement, et certains d'entre eux peuvent avoir des impacts négatifs importants. Il est donc crucial de veiller à ce que les investissements aient des impacts sociaux, économiques et environnementaux positifs plutôt que de mettre en péril le bien-être des communautés. Les Principes du Comité de la sécurité alimentaire mondiale pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (CSA-IRA) fournit des orientations concrètes sur les processus, les pratiques et les normes auxquelles les investisseurs publics et privés doivent adhérer.

Une gouvernance inclusive et efficace est une condition sine qua non pour stimuler une augmentation des investissements

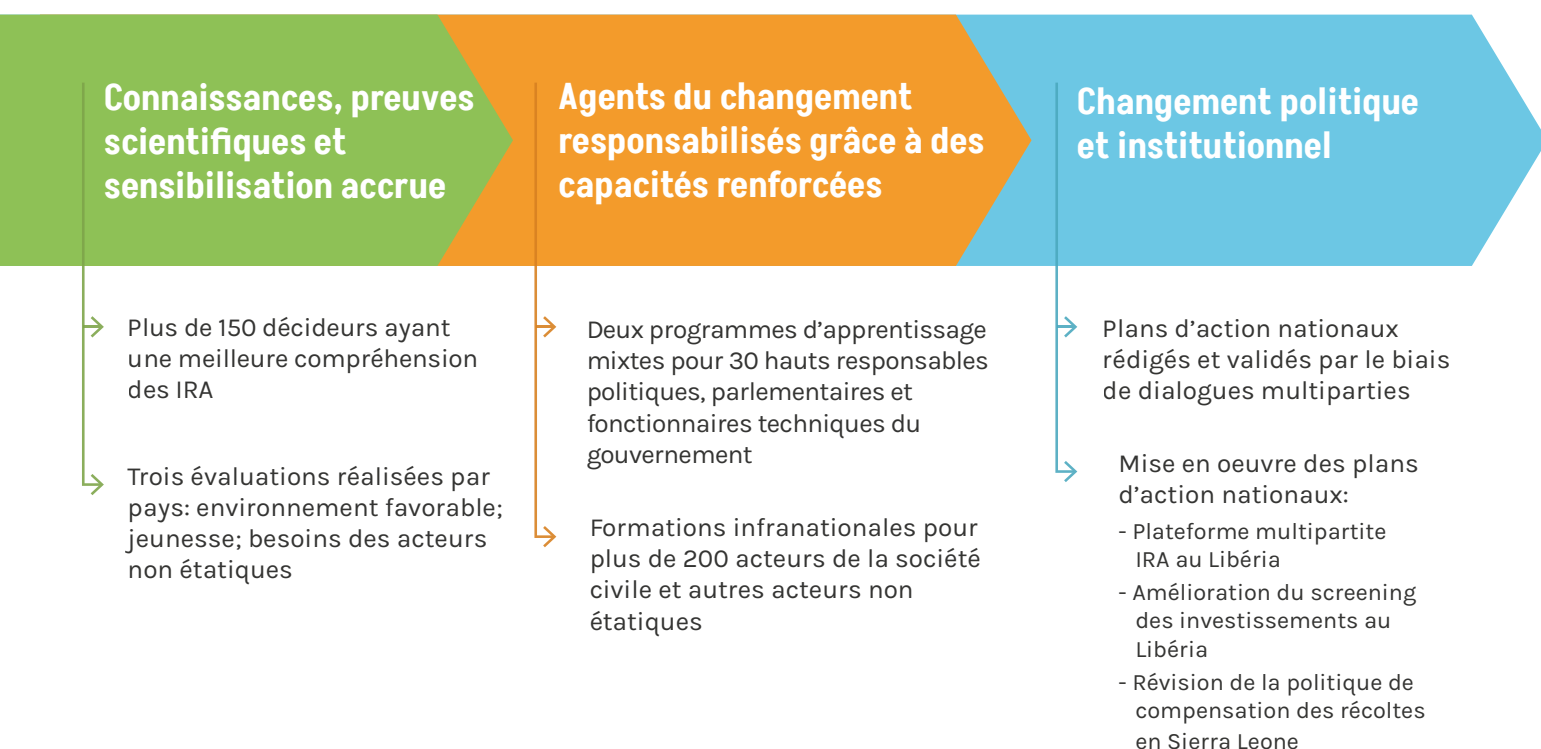
et de meilleure qualité tout en minimisant les risques d'impacts négatifs. Il est donc primordial de soutenir des processus inclusifs qui facilitent une compréhension commune du type d'investissements nécessaires et de leurs impacts souhaités, et de définir des objectifs communs entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé sur la manière de promouvoir et de faciliter ces investissements. Ces objectifs doivent être transformés en politiques cohérentes et prévisibles afin que les investisseurs opèrent dans un environnement stable, que les communautés puissent défendre leurs droits, et que les gouvernements réalisent le potentiel des zones rurales du Libéria et de la Sierra Leone.

Qu'est-ce que la gouvernance?

Il n'existe pas de définition universellement acceptée de la gouvernance. Une définition couramment utilisée soutient que la gouvernance «englobe les activités des gouvernements, mais elle inclut également les nombreux autres moyens par lesquels les “injonctions” circulent sous la forme d'objectifs définis, de directives émises et de politiques poursuivies» (Rosenau, 1995). La Commission sur la gouvernance mondiale définit la gouvernance comme «la somme des nombreuses façons dont les individus et les institutions, publiques et privées, gèrent leurs affaires communes. C'est le processus continu par lequel des intérêts conflictuels ou opposés peuvent être conciliés et une action concertée peut être entreprise» (Commission sur la gouvernance mondiale, 1995).

Appui de la FAO pour améliorer l'environnement favorable à l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires au Libéria et en Sierra Leone

Depuis 2019, la FAO soutient des processus inclusifs et axés sur la demande pour renforcer les politiques et les institutions en faveur d'un investissement responsable dans les systèmes agricoles et alimentaires au Libéria et en Sierra Leone, en fournissant aux agents du changement les moyens d'agir grâce à l'amélioration de leurs connaissances, au renforcement de leurs capacités et à un appui technique.





Fournir aux agents clés les moyens d'agir pour le changement

En collaboration avec plus de 30 hauts responsables politiques, parlementaires et jeunes dirigeants occupant des postes techniques dans le gouvernement et représentant plus de 20 agences différentes, la FAO a mis en place deux programmes d'apprentissage mixte en 2020 et 2021 en partenariat avec le Centre africain de formation et de vulgarisation de l'information (ITOCA), Welthungerhilfe et ZOA Libéria.

Les programmes ont permis aux participants de reconnaître qu'il était crucial que l'investissement soit responsable pour permettre un développement durable au Libéria et en Sierra Leone, et ils leur ont présenté les éléments clés d'un environnement propice pour les IRA. Tout au long du processus, la FAO a interrogé plusieurs décideurs politiques pour documenter leurs réflexions, ce qu'ils avaient appris et leurs expériences. Vous trouverez ci-dessous quelques idées importantes qu'ils ont partagées.

Mbakai Varpilah:

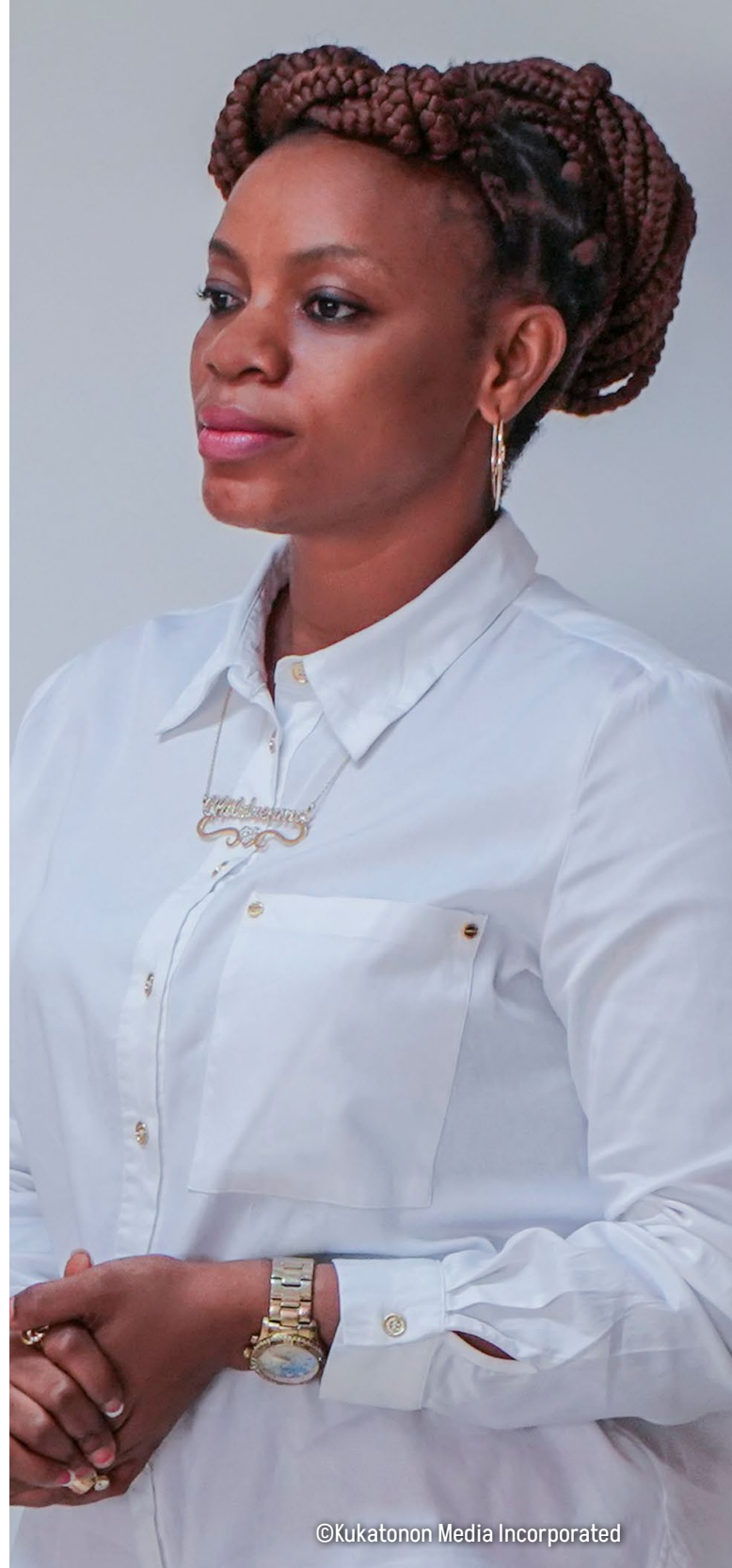
l'investissement responsable passe par une meilleure gouvernance

Pour Mme. Mbakai Varpilah, sous-directeur au Département de la planification et du développement au Ministère de l'agriculture du Libéria, «le programme d'apprentissage a beaucoup contribué à mettre en évidence les problèmes importants».

«L'un des enjeux les plus importants est la gouvernance. Je considère la gouvernance comme un grand défi en ce qui concerne les investissements responsables. Nous devons travailler sur trois aspects différents: renforcer la volonté politique, rendre nos processus de négociation d'investissement plus inclusifs et veiller à ce que les investissements soient alignés sur les priorités du pays». Il est donc essentiel que les responsables gouvernementaux disposent de bons outils pour élaborer des politiques et négocier des investissements, et selon Mbakai Varpilah, c'est précisément ce que proposent les principes IRA.

À ce propos, l'un des principaux enseignements du programme d'apprentissage a fait ressortir l'importance de la coordination interministérielle et de la participation effective des communautés concernées aux processus décisionnels liés à l'investissement. Elle rappelle que «durant l'élaboration des politiques, vous devez entrer en contact avec ceux qui seront touchés par ces politiques — vous devez atteindre les plus démunis et vous assurer qu'ils ont tous une voix, qu'ils s'approprient la politique.»

En tant que participante enthousiaste du programme d'apprentissage, Mme Varpilah met déjà en pratique ce qu'elle a appris, et devient ainsi un modèle qui peut inspirer le changement parmi ses collègues:



©Kukatonon Media Incorporated

«J'ai déjà intégré ce que j'ai appris dans mon travail quotidien. Mais les formations devraient avoir lieu une ou deux fois par an pour que les responsables gouvernementaux comprennent que lorsque les politiques leur sont soumises pour approbation, ils doivent s'assurer que ces politiques profitent à leur propre peuple.»

Henrique B. Zayzay:

il est essentiel d'améliorer l'évaluation des propositions d'investissement

M. Henrique B. Zayzay, directeur de la promotion des investissements à la National Investment Commission (Libéria), attribue au programme une note «entre 9 et 9,5 sur 10». M. Zayzay considère que les principes du CSA-IRA sont extrêmement utiles pour son travail quotidien: «Les investisseurs se concentrent principalement sur la maximisation du profit. Si le gouvernement n'adopte pas de politiques telles que les principes du CSA-IRA, nous serons toujours confrontés à des conflits à savoir des conflits fonciers, des problèmes culturels, des problèmes liés aux jeunes et aux femmes, en particulier dans le secteur agricole.»

Il a déjà intégré de nombreux enseignements dans son travail quotidien. Il «a compris qu'en matière de sensibilisation, de collecte d'informations et de coordination, le facteur temps est important; vous devez donner aux parties prenantes suffisamment de temps pour élaborer tout ce que vous leur demandez et leur donner également le temps de s'organiser. J'ai pu intégrer cela dans mon travail. Nous sommes maintenant conscients de la nécessité d'accorder suffisamment du temps aux investisseurs pour qu'ils fournissent des informations, et aussi aux communautés pour qu'elles se préparent à s'engager dans des consultations avec les investisseurs».

M. Zayzay fait preuve de beaucoup d'enthousiasme à l'égard de l'amélioration des processus de promotion et d'évaluation des investissements, mais reconnaît que cela nécessite un effort concerté.

«Les deux défis majeurs sont la coordination entre les acteurs gouvernementaux en termes de



©Henrique B. Zayzay

diffusion de l'information et la volonté des investisseurs de fournir les informations requises lors du processus de devoir de diligence. Nous avons besoin d'informations actuelles et précises, faciles d'accès, à partager avec nos investisseurs éventuels afin de faciliter leur décision d'investir au Libéria.»

Abdulai Yollah

Bangura:

des investissements gagnant-gagnant grâce à un dialogue multipartite renforcé

M. Abdulai Yollah Bangura est responsable des affaires, des droits de l'homme et des relations de travail à la Commission des droits de l'homme en Sierra Leone.

D'après son expérience, il reconnaît que: «généralement, les droits de l'homme sont compromis par toutes les opérations commerciales agricoles, plus particulièrement les droits liés aux moyens de subsistance, à l'environnement et au travail.»

Dans ce contexte, il souligne que les principes du CSA-IRA peuvent contribuer à garantir que les investissements promeuvent les droits de l'homme et répondent aux besoins de toutes les parties concernées. «L'avantage est d'améliorer les relations, car tant que les pays continueront de violer les droits de l'homme, il y aura des conflits. Nous devons nous assurer que les entreprises mènent leurs opérations de manière fluide, dans une situation gagnant-gagnant, où les communautés pourront en bénéficier.»

Le dialogue politique multipartite mené en Sierra Leone a déjà contribué de manière significative à combler le fossé entre les besoins des gouvernements, des communautés et du secteur privé. Le résultat le plus visible est la révision en cours de la politique nationale d'indemnisation des récoltes qui établira des taux plus justes pour les communautés. Mais à plus long terme, M. Bangura pense que d'autres changements se produiront grâce à «un engagement continu avec les entités commerciales, les communautés affectées et les départements gouvernementaux concernés».



Autonomisation des acteurs non étatiques

La FAO a également organisé des formations infranationales au Libéria et en Sierra Leone pour dialoguer avec les organisations de la société civile, les organisations communautaires, les investisseurs locaux de l'agro-industrie et les communautés rurales afin de comprendre comment les IRA peuvent être utiles dans leurs activités de plaidoyer, leurs entreprises et leur engagement avec d'autres parties prenantes pour soutenir des situations équitables.

L'une des participantes à ces formations est Mme. Hawa D. Varney, fondatrice et directrice exécutive bénévole de Women in Agriculture for Sustainable Development, une organisation de la société civile à but non lucratif. Mme Varney affirme que «l'investissement responsable dans l'agriculture est une priorité de notre programme, car lorsque les lois et les politiques sont dévoyées, elles ont tendance à frapper plus durement les femmes, les filles et les plus vulnérables». En ce sens, elle considère que les principes du CSA-IRA sont un outil utile, car «ils offrent un ensemble holistique pour aborder des questions importantes liées à l'investissement telles que l'environnement, la prise de décision inclusive et l'élaboration de politiques sensibles à la parité hommes-femmes».

Henry Augustus Roberts Jr., propriétaire de l'entreprise agricole libérienne BRANDCO, Buchanan Resource and Development Corporation, était l'un des participants venant du secteur privé. Il apprécie énormément les sessions de formation, notant «qu'une plus grande sensibilisation aux meilleures pratiques en matière d'investissement agricole aidera les entreprises à ne pas commettre les mêmes erreurs que d'autres entreprises ont commises dans le passé». En tant que personne connaissant bien l'environnement des affaires au Libéria, il note également que «si nous faisons intervenir des opérateurs du secteur privé au Libéria et les formons correctement, ils pourraient utiliser les principes du CSA-IRA dans leurs programmes».



©Kukatnon Media Incorporated



©Kukatnon Media Incorporated

Adopter une vision commune du changement

Grâce à ces programmes, les parties prenantes nationales ont également été soutenues dans l'élaboration d'une vision commune des changements cruciaux et nécessaires pour améliorer l'environnement propice à l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Des plans d'action nationaux ont été rédigés et validés lors de dialogues politiques multipartites au Libéria et en Sierra Leone au début de 2022.

Processus et politiques de prise de décision mieux coordonnés, plus inclusifs et efficaces

À cet égard, l'un des problèmes les plus importants au Libéria et en Sierra Leone est la promotion d'une approche multipartite plus coordonnée et inclusive des prises de décision dans le contexte de l'investissement agricole.

À la suite d'une promesse faite dans le Plan d'action national libérien, un groupe de représentants engagés du gouvernement, dirigé par le Ministère de l'agriculture et la Commission nationale des investissements, a lancé une plateforme multipartite IRA (PMP-IRA) au Libéria en avril 2022. La PMP-IRA devrait devenir le principal forum du Libéria pour l'élaboration de politiques inclusives et efficaces sur l'investissement agricole responsable et donner la parole aux personnes les plus concernées par les décisions.

Dans le même ordre d'idées, le dialogue entre les décideurs politiques et les communautés locales en Sierra Leone a permis de mieux comprendre le mécontentement des communautés locales face aux tarifs payés par les investisseurs pour les pertes de récoltes et d'arbres dans le cadre des investissements

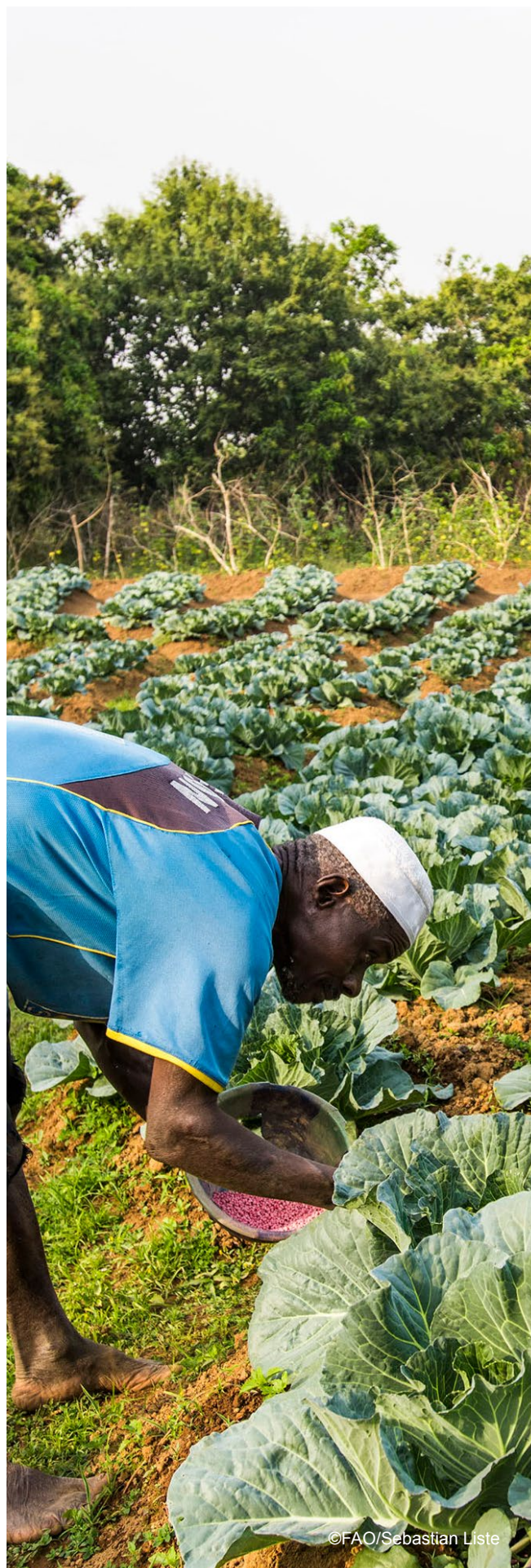
agricoles. En général, les tarifs payés ne correspondaient pas aux valeurs du marché et n'étaient pas harmonisés. Depuis 2021, la FAO aide le Ministère de l'agriculture à évaluer les pratiques actuelles et à formuler des recommandations qui devraient aboutir à une politique harmonisée d'indemnisation des cultures en 2022. Par ailleurs, la Sierra Leone travaille à l'élaboration d'un système central de gestion des données environnementales harmonisé pour améliorer l'orientation, le suivi et l'évaluation des investissements agricoles.

Aligner les politiques et les processus sur les principes du CSA-IRA

Sur la base de demandes spécifiques des pays, la FAO a également soutenu l'alignement des politiques et des processus sur les principes du CSA-IRA. Plus spécifiquement, en partenariat avec la Commission nationale des investissements (NIC) du Libéria et le Ministère de l'agriculture, la FAO et le Centre Columbia sur l'investissement durable qui soutiennent un alignement des processus et des outils de screening des investissements sur les CSA-IRA. Ce processus devrait aboutir à des politiques renforcées qui permettront à la NIC et au Ministère de l'agriculture d'identifier les investissements qui sont bien alignés sur les stratégies nationales de développement et d'éliminer les investissements présentant des risques environnementaux, sociaux et économiques élevés à un stade très précoce précédant tout octroi de l'autorisation de poursuivre les activités.

Des agents responsabilisés, une dynamique collaborative et un soutien technique renforcé: la voie vers un environnement favorable à l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires

L'appui de la FAO à l'amélioration de l'environnement favorable à l'investissement responsable dans les systèmes agroalimentaires au Libéria et en Sierra Leone a produit des résultats remarquables. En premier lieu, ce succès doit beaucoup au fait que la FAO place l'autonomisation des agents du changement au centre de son approche. Ces agents du changement habilités s'approprient par la suite des principes du CSA-IRA, déterminent ensemble leur propre programme et suscitent une dynamique de collaboration et un changement de politique. La FAO et ses partenaires facilitent ces dynamiques et apportent un appui technique tout en s'efforçant de garantir que le processus soit au bout du compte maîtrisé et transféré aux acteurs locaux. De cette manière, la voie vers un environnement propice à l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires est également une bonne pratique pour les interventions de projet, garantissant un changement durable.



©FAO/Sebastian Liste

Recommandations pour une transformation durable de la gouvernance de l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires

Bien que le soutien de la FAO ait eu des effets positifs et substantiels, il est essentiel de renforcer davantage la coordination et la concertation multi-acteurs pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques inclusives en matière d'investissements agricoles responsables. La promotion, la facilitation et la réglementation des investissements dans l'agriculture relèvent du mandat de divers ministères et organismes gouvernementaux et il est essentiel que les rôles et les responsabilités de chacun soient clairs et convenus collectivement afin de rationaliser les processus dans l'intérêt de tous.

- La récente plateforme multipartite IRA au Libéria nécessite un soutien technique supplémentaire pour en assurer la durabilité, notamment par l'apprentissage entre pairs des bonnes pratiques qui ont

été expérimentées dans d'autres pays africains, notamment en Tunisie, en Sierra Leone et au Mali. Cela inclut les expériences liées au déploiement de la technologie en ligne pour promouvoir des consultations inclusives et la gouvernance électronique pour l'investissement agricole responsable qui ont été testées en Tunisie dans le cadre du groupe de réflexion multipartite du pays sur les investissements des jeunes agri-entrepreneurs (Fiedler et al., 2022). Par ailleurs, un soutien important au développement des capacités est nécessaire pour créer des conditions de concurrence équitables entre les parties prenantes ayant divers degrés de connaissances et de pouvoir.

- La révision de la politique d'indemnisation des cultures en Sierra Leone et l'amélioration des politiques de sélection des investissements au Libéria nécessitent un engagement continu pour soutenir le pilotage et la mise en œuvre de pratiques et de méthodologies innovantes. Les enseignements tirés de ces processus doivent être documentés, analysés et diffusés pour engendrer des retombées positives dans la région et promouvoir l'apprentissage mutuel.
- Il est nécessaire d'effectuer une évaluation à l'échelle nationale des politiques et processus existants au Libéria pour soutenir l'alignement de ceux-ci sur les principes du CSA-IRA.



Bibliographie

Banque mondiale. 2020. *Poverty & Equity Brief Africa Western & Central, Sierra Leone*, October 2020.

https://databank.worldbank.org/data/download/poverty/987B9C90-CB9F-4D93-AE8C-750588BF00QA/SM2020/Global_POVEQ_SLE.pdf

Banque mondiale. 2021. *Poverty & Equity Brief Africa Western & Central, Liberia*, April 2021.

https://databank.worldbank.org/data/download/poverty/987B9C90-CB9F-4D93-AE8C-750588BF00QA/AM2020/Global_POVEQ_LBR.pdf

Commission on Global Governance. 1995. *Our Global Neighbourhood*. Oxford, Oxford University Press.

FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2021. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition*

dans le monde 2021. Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb4474fr>

FAO, FIDA et PAM. 2015. *Objectif Faim Zéro. Le rôle crucial des investissements dans la protection sociale et l'agriculture*. Rome, FAO. <http://www.fao.org/3/i4951f/i4951f.pdf>

Fiedler, Y., Ouertani, E., Elloumi, M., Hafsi, S., Ben Saad, A., Yangui, A. et Labidi. A. 2022. *Le Pôle de réflexion sur l'investissement des jeunes agri-entrepreneurs (PRIJA) en Tunisie: Leçons tirées d'une bonne pratique en vue de la promotion d'une gouvernance inclusive, efficace et numérique*. Tunis.

Rosenau, J.N. 1995. Governance in the Twenty-First Century. *Global Governance*, 1, (1).

Remerciements

Cette note a été préparée par Yannick Fiedler (FAO) et Teresa Lamas Menéndez (FAO), avec des contributions de Gracian Chimwaza (ITOCA), Florence Dorley (FAO) et Gbessay Momoh (FAO). La mise en page a été préparée par Carolina Saíz sous la direction générale de Teresa Lamas Menéndez. La traduction en langue française a été réalisée par Elisabeth Frolet.

La FAO tient à exprimer sa sincère gratitude au Ministère fédéral de l'alimentation et de l'agriculture de la République fédérale d'Allemagne pour son généreux soutien financier, ainsi qu'aux parties prenantes du Libéria et de la Sierra Leone fermement engagées dans le projet.

Soutenu par:



Ministère fédéral
de l'Alimentation
et de l'Agriculture

Division des partenariats et de la collaboration avec l'ONU - Unité des investissements agricoles responsables, de l'apprentissage et de l'information scientifique

Responsible-investment@fao.org

<https://www.fao.org/in-action/responsible-agricultural-investments/fr/@FAOInvest>

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
Rome, Italie



Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO